non-remboursées, n'excèdera en aucun temps le montant des hypothèques alors possédées par la Compagnie. Les débetures de la Compagnie pourront être faites suivant la formule de la cédule A annexée au présent acte, ou au même effet.

5

La compagnie recevra d'avance l'intérêt semi-annuel. 13. La Compagnie sera autorisée à exiger et recevoir d'avance l'intérêt semi-annuel qui pourra de temps à autre devenir dû sur les avances de deniers par elles faites en vertu du présent acte.

La compagnie tiendra un livre des hypothèques et débetures. 14. La Compagnie tiendra un livre qui sera appelé "le 10 livre des hypothèques et débetures," dans lequel seront enregistrés, de temps à autre, d'une manière distincte et lisible, la date, les noms, le montant des deniers avancés sur hypothèque, et autres détails succincts de chaque acte d'hypothèque en sa garde et possession, avec ensemble le nombre et le montant 15 des débetures émises à cet égard, et autres détails succincts y relatifs, lesquelles débetures n'excèderont en aucun temps le montant avancé sur hypothèque.

Un état périodique en sera envoyé à l'inspecteur général. 15. La Compagnie transmettra avant le quinzième jour de février de chaque année, au ministre des finances, un état 20 clair et complet de son actif et de son passif à la date du jour de tel état, lequel contiendra en sus d'autres particularités que le ministre des finances pourra exiger :

1. Le montant du capital souscrit ;
2. Le montant versé de ce capital ;
3. Le montant emprunté pour les fins de placements et les sûretés données en conséquence ;
4. Le montant placé et garanti par titres hypothécaires ;
5. La valeur des propriétés foncières sous hypothèques.

Cet état devra être attesté. 16. Et cet état sera attesté sous serment devant un juge 03 de paix, par deux personnes, dont l'une sera le président, ou vice-président ou autre fonctionnaire alors à la tête de la Compagnie, et l'autre sera le gérant ou l'auditeur de la Compagnie, et chacun d'eux jurera distinctement qu'il a telle qualité ou charge comme susdit ; qu'il a eu les moyens de 35 vérifier, et qu'il a vérifié le dit état, et qu'il l'a trouvé exact et vrai en tous ses détails ; que la propriété sous hypothèque a été estimée à sa vraie valeur, au meilleur de sa connaissance et croyance ; et qu'il croit réellement que le montant des actions et des débetures émises et non payées est correct ; et 40 cet état sera publié par le ministre des finances en la manière qu'il jugera le plus avantageux pour le bien public ; et pour chaque négligence à transmettre cet état par la poste dans les cinq jours après le jour qu'il aura dû être fait, la Compagnie encourra une pénalité de cent piastres par jour ; et 45 si cet état n'est pas transmis dans un mois après le jour susdit, ou s'il appert par cet état que la Compagnie est insolvable, le ministre des finances pourra, par avis publié dans la *Gazette*, déclarer les affaires de la Compagnie closes ; et si le 50 ministre des finances soupçonne en aucun cas que cet état a été volontairement et faussement fait, il pourra députer une personne compétente pour examiner les livres, et s'enquérir

S'il paraît que l'état est faux.